

Le MoDem s'est servi de l'argent de l'Europe comme financement d'urgence



Article rédigé par *Le Monde*, le 03 juin 2019

Source [Le Monde] *Un scandale qui est loin de faire autant de bruit que celui des assistants parlementaires du Rassemblement National.*

Après une série d'échecs électoraux, le parti, exsangue, a multiplié les contrats d'assistant parlementaire auprès de ses députés européens.

Michel Mercier est formel. Cet avenant au contrat de travail, organisant le détachement partiel d'un salarié du MoDem vers un député européen, daté du 1^{er} novembre 2009, il ne l'a pas signé. D'ailleurs, il n'était plus trésorier du parti centriste à cette époque, mais ministre de l'aménagement du territoire du gouvernement Fillon II, souligne-t-il, mercredi 21 juin, lors d'un échange téléphonique avec *Le Monde*.

Le sénateur du Rhône manifeste son agacement : « *Et je ne vois pas comment j'aurais pu signer ce contrat un 1^{er} novembre, alors que chaque 1^{er} novembre, je vais à la messe. Puis je me rends au cimetière, et ensuite je vais à vêpres.* »

Pourtant, c'est bel et bien le nom et la signature de Michel Mercier, futur garde des sceaux de Nicolas Sarkozy, agissant alors « *en qualité de trésorier* », qui figurent au bas du document. Et c'est ce même nom et cette même signature que *Le Monde* a retrouvés sur des -contrats parfaitement identiques, tous rédigés à l'en-tête de l'UDF, qui sert de structure juridique au MoDem, où, dans les mêmes termes, à compter de la même date, il est stipulé que tel salarié du mouvement allait désormais « *exercer des fonctions de collaborateur* » auprès de tel ou tel député européen du parti.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)